

" Comment la France peut sauver ses villes "

INTERVIEW

ARIELLA MASBOUNGI : Olivier Razemon, vous avez publié un livre qui accuse la France d'avoir « tué ses villes », et aujourd'hui vous êtes avec nous pour nous dire comment la France peut sauver ses villes. Pouvez-vous nous expliquer votre diagnostic ?

OLIVIER RAZEMON : Effectivement, c'est important de faire un constat juste. La chose qui apparaît et qui commence à être connue et très visible, ce sont les vitrines vides dans de très nombreuses villes moyennes. Pas seulement dans les villes qui vont mal, aussi dans des villes en croissance démographique et dans des régions qui vont plutôt parfois bien. Ce constat-là, maintenant, est fait.

Par contre, ce que j'ai observé, c'est que cette dévitalisation urbaine ne concernait pas que le commerce mais aussi le logement, les transports publics, et se vérifie quand on regarde les revenus moyens des habitants des villes qui est toujours inférieur à celui des communes qui sont juste autour de la ville moyenne... C'est une crise beaucoup plus profonde que simplement celle du commerce.

Quand on observe tout cela, on se rend compte que c'est le résultat d'une cinquantaine d'années d'étalement urbain. On a tout simplement pris les équipements de la ville : le commerce bien sûr (la grande distribution l'a fait largement), mais aussi les équipements comme les hôpitaux, les maternités et les piscines, etc., et qu'on les a mis en dehors de la ville. On a construit la ville en dehors de la ville depuis cinquante ans. On continue d'ailleurs à le faire, et c'est cela qui provoque cette crise des villes aujourd'hui.

ARIELLA MASBOUNGI : Ce ne sont pas toujours des villes en difficulté, il y a quand même des villes qui s'en sortent bien.

OLIVIER RAZEMON : Ce ne sont pas forcément des villes qui sont considérées comme étant dans des régions en difficulté. Pour être clair, cela dépasse la fameuse diagonale du vide qui va, en gros, du Nord de la Lorraine au Sud de la région Nouvelle-Aquitaine. Cela dépasse largement. Ça n'est pas seulement dans le Nord, ça n'est pas seulement dans le Languedoc, c'est aussi beaucoup de villes en Bretagne par exemple, beaucoup de villes en région Rhône-Alpes, en Provence... C'est très largement répandu. Il y a quelques exceptions toutefois. D'abord ce sont les métropoles qui s'en sortent le mieux, les grandes villes. Ensuite, ce sont les villes touristiques, qui ont une résilience plus forte. Et puis ce sont également des villes et des bourgades isolées qui sont en moyenne montagne. Quand on observe ces bourgades, on s'aperçoit qu'il a été compliqué, tout simplement, de construire un hypermarché à côté parce que la topographie ne le permettait pas et parce que par ailleurs les routes sont sinueuses et qu'il n'est pas possible de s'échapper. On a finalement une résilience de ces petites villes.

ARIELLA MASBOUNGI : Vous avez quand même des lueurs d'espoir à partir des politiques menées par les collectivités locales, et vous avez observé des innovations, des actions positives sur les villes. Pouvez-vous nous donner un peu d'espoir pour ces villes ?

OLIVIER RAZEMON : Alors quand il y a de l'espoir – et il y en a heureusement – c'est quand l'ensemble des acteurs locaux se sont aperçus de la situation et qu'ils l'acceptent, d'abord. Et ensuite, cela vient des élus mais aussi beaucoup des habitants. D'abord, il y a de plus en plus d'élus qui commencent à avoir compris qu'il ne faut plus faire de l'étalement urbain systématique, qu'il faut réfléchir à l'emplacement des infrastructures et des équipements, et qui disent non aux grands distributeurs, par exemple. Il y a également beaucoup d'élus qui ont compris qu'il fallait réorganiser leur ville non pour attirer des gens qui habitent très loin, mais afin de faire la ville pour ses habitants.

Je suis frappé quand je voyage en France, toutes les semaines, avec un ou deux déplacements en France dans des villes que je ne connaissais pas forcément au départ, de voir que partout il y a des citoyens bien décidés à ne pas se laisser faire. C'est plutôt une très bonne chose. Cela signifie d'abord que les villes constituent un patrimoine extraordinaire, non seulement un patrimoine bâti, mais aussi un patrimoine historique et géographique. C'est un lieu de rencontre. C'est le lieu où se creuse la société d'aujourd'hui, où se fait la société d'aujourd'hui. Il y a des citoyens décidés à faire vivre leur ville, montrant que les villes ont encore de l'avenir. Heureusement. Et même les petites villes parfois. Donc je crois beaucoup aux citoyens, aux citoyens de la ville, et aussi à certains élus qui ont compris la situation.

ARIELLA MASBOUNGI : Quels conseils avez-vous à donner ? Nous aurons bientôt un prochain gouvernement, alors qu'est-ce que l'Etat peut faire, qu'est-ce que les collectivités peuvent faire, qu'est-ce que les associations peuvent faire ?

OLIVIER RAZEMON : Je crois que l'Etat a une très grande responsabilité. Pas forcément pour ce qui s'est passé, mais pour la suite. Je pense qu'il faut vraiment prendre conscience qu'il y a un risque important de voir les villes de France, les villes moyennes et les petites villes, se dévitaliser totalement. À l'image de certains villages, d'ailleurs. Et donc il faut absolument prendre conscience de cela. Il faut qu'il y ait des politiques affirmées, des engagements, parfois financiers mais aussi tout simplement en termes de politiques publiques, de conseil... La Caisse de Dépôts commence à agir, mais il faut prendre l'ensemble des critères. Il faut sortir, comme ça a malheureusement été fait ces derniers temps, de l'idée que ce serait simplement une affaire de commerce. Le commerce, c'est presque la chose la plus visible.

ARIELLA MASBOUNGI : C'est difficile, le commerce. Est-ce que l'Etat doit lutter contre les centres commerciaux périphériques ?

OLIVIER RAZEMON : Oui, bien sûr, mais c'est une affaire de commerce parce que c'est la chose la plus visible. Si on se contente d'aider les commerçants de centre-ville en pensant que ça va régler le problème, on ne changera pas grand-chose. Evidemment, il faut arrêter les centres commerciaux périphériques. Clairement. Et d'ailleurs, la grande distribution l'a en partie compris parce qu'elle réinvestit, dans certaines villes, également les villes elles-mêmes. Et puis il faut vraiment mettre de l'intelligence dans ces villes (c'est un mot que je n'aime pas trop). Ça ne veut pas dire qu'elles sont bêtes aujourd'hui, mais ça veut simplement dire qu'il faut faire venir des gens, il faut accepter de regarder la ville, de la parcourir, notamment à pied. C'est très important de parcourir à pied la ville. Il ne faut pas se contenter de faire de la politique sur un plan, des quadrillages sur un papier, il faut regarder dans quel état sont les trottoirs, si les habitants de la ville peuvent eux-mêmes profiter de leur propre ville ou, finalement, si parce que les trottoirs sont en mauvais état et que l'espace public est de mauvaise qualité, ils feront comme tout le monde et ils prendront leur voiture pour aller au centre commercial.

ARIELLA MASBOUNGI : Donc des urbanistes arpenteurs.

OLIVIER RAZEMON : Il faut des urbanistes, il faut des sociologues, il faut des géographes, il faut des citoyens aussi, tout simplement. Il faut des élus, il faut tout le monde. Et je pense que c'est vraiment un enjeu qui, là encore, dépasse bien sûr l'enjeu des commerces, mais qui dépasse aussi presque cet enjeu des villes. C'est-à-dire que c'est aussi l'identité des citoyens et du pays qui en jeu aujourd'hui.

ARIELLA MASBOUNGI : Merci beaucoup, Olivier Razemon.